

CONVENTION POUR UN « PLAN LOCAL D' ACTIONS 2015 – 2020, POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT DE VITRINE ET DES SERVICES TOULOUSAINS »

Entre les soussignées :

La VILLE DE TOULOUSE, représentée par son Maire, agissant en cette qualité, suivant délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2015, dénommée ci-après par « La Ville de Toulouse », sise Hôtel de Ville, Place du Capitole, 31000 Toulouse

d'une part,

La CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TOULOUSE ET DE LA HAUTE-GARONNE, représentée par son Président en exercice, dûment habilité aux fins des présentes par décision de l'Assemblée Générale du 30 janvier 2015, dénommée ci-après « CCI de Toulouse », sise 2 rue d'Alsace-Lorraine - BP 10202 - 31002 Toulouse Cedex 6

de deuxième part,

ET

LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA HAUTE-GARONNE, représentée par son Président en exercice, dûment habilité aux fins des présentes par décision du Bureau du 26 janvier 2015, dénommée ci-après « CMA », située 18 bis boulevard Lascrosses - BP 91030 - 31010 Toulouse Cedex 6

de troisième part.

CONTEXTE :

Le commerce et l'artisanat toulousains contribuent fortement à structurer la vie des quartiers et du centre-ville et constituent un élément du rayonnement de la ville aux côtés du patrimoine et de la culture.

La Ville de Toulouse, la CCI de Toulouse et la CMA œuvrent ensemble, depuis 1996, pour favoriser l'attractivité du commerce et de l'artisanat de vitrine à Toulouse, en centre-ville et au cœur des quartiers.

Chaque partie est libre de définir sa stratégie d'action propre dans le cadre de ses prérogatives, mais il est convenu qu'un certain nombre d'initiatives peuvent être mises en commun, c'est pourquoi, la présente convention partenariale est établie.

ARTICLE 1 – Objet de la Convention

La présente convention cadre définit les modalités de contribution de la Ville de Toulouse, de la CCI de Toulouse et de la CMA pour la mise en œuvre du « Plan Local d'Actions 2015-2020 pour le développement du Commerce, de l'Artisanat de vitrine et des Services toulousains ».

ARTICLE 2 – Les enjeux du Plan Local d'Action

Le Plan Local d'Actions 2015-2020 pour le développement du Commerce et de l'Artisanat de vitrine et des Services toulousains a pour ambition de répondre aux enjeux suivants :

- Maintenir et développer un commerce et un artisanat de proximité, spécifiques et responsables,
- Renforcer une offre commerciale diversifiée et attractive contribuant aux équilibres entre le centre-ville et les quartiers,
- Participer au rayonnement et à l'attractivité de la Ville de Toulouse.

ARTICLE 3 – Modalités de mise en œuvre de la présente convention cadre :

3.1 Comité de Pilotage :

3.1.1 Composition

Le Comité de Pilotage comprend :

- Quatre Elus de la Ville de Toulouse,
- Trois représentants de la CCI de Toulouse,
- Un Elu de la CMA,

Chacun dûment habilité par son organisme d'appartenance.

Des agents ou permanents des trois partenaires assistent aux réunions du Comité de Pilotage et les animent.

3.1.2 Attributions

Le Comité de Pilotage propose à partir des objectifs fixés dans le Plan Local d'Action et des axes thématiques choisis en fin d'année N-1, au plus tard au 31 décembre, le programme détaillé des actions prévues au titre de la présente convention cadre pour l'année N et le budget prévisionnel détaillé correspondant.

Le Comité de Pilotage acte au plus tard fin juin N+1, un bilan définitif technique et financier par action réalisée l'année N.

Ce programme pourra en cours d'année faire l'objet de modifications sur propositions des partenaires et après validation en comité de pilotage.

3.1.3. Fonctionnement

Le comité de pilotage se réunit aussi souvent que nécessaire par tous moyens à sa convenance.

Le comité de pilotage est valablement réuni lorsque chacune des trois parties est représentée. Les propositions sont adoptées à la majorité des présents.

Sur propositions d'un comité technique composé des services de la Ville de Toulouse, de la CCI de Toulouse et de la CMA, le comité de pilotage valide et propose à ses instances respectives.

Le comité de pilotage se réserve le droit d'inviter toutes personnes physique ou morale permettant d'apporter une expertise sur un sujet en lien avec le PLA.

Un compte rendu est établi à l'issue de chaque réunion par les partenaires.

3.2 Instances dirigeantes des parties

Un avenant tripartite est alors signé par les représentants légaux de chaque partie, après validation par ses instances propres :

- en fin d'année N-1, pour acter le programme prévisionnel détaillé sur un plan technique et financier des actions à mener l'année N,
- en cours d'année N, si des modifications significatives le nécessitent.

Les modalités d'engagement des dépenses et de refacturation, qui peuvent être différentes par opération, seront détaillées dans chaque avenant annuel.

Par exception, le programme prévisionnel technique et financier 2015 est annexé à la présente convention.

ARTICLE 4 – Engagements budgétaire des parties

Les opérations correspondant au programme annuel actées par les parties bénéficient d'une contribution financière de la Ville de Toulouse, de la CCI de Toulouse et de la CMA, selon un tableau de prévision budgétaire arrêté annuellement, dans la limite d'un montant maximum total de 400 000 € TTC par an sur la période 2015-2020, pris en charge à hauteur de :

- ⇒ 60% par la Ville de Toulouse, soit 240 000 € TTC
- ⇒ 35% par la CCI de Toulouse, soit 140 000 € TTC
- ⇒ 5% par la CMA, soit 20 000 € TTC

ARTICLE 5 – Responsabilité des partenaires

La Ville de Toulouse, la CCI de Toulouse et la CMA seront les maîtres d'ouvrage des opérations éligibles au financement du programme « Plan Local d'Action 2015-2020 pour le développement du commerce, de l'artisanat de vitrine et des services toulousains », chacune pour leurs parties.

Elles en assureront la responsabilité pleine et entière pour les parties qui leur incombent.

ARTICLE 6 – Durée de la convention

Les opérations prévues au titre de la présente convention cadre pourront être rétroactivement réalisées à partir du 1^{er} janvier 2015 et devront être finalisées au plus tard le 31 décembre 2020.

La convention restera en vigueur jusqu'au 30 juin 2021, en vue notamment de finaliser les bilans relatifs aux opérations.

ARTICLE 7 – Modifications

Toute modification à la présente convention cadre se fera par voie d'avenant signé par toutes les parties.

ARTICLE 8 – Résiliation

Chaque partie informera les deux autres par lettre recommandée avec accusé de réception de sa volonté de mettre fin à sa participation au présent partenariat en respectant un préavis de trois mois. Dans ce cas, les parties arrêteront les sommes dont cette dernière est redevable et décideront de la suite à donner à la présente convention cadre.

ARTICLE 9 – Litiges

Tout litige entre les parties, non réglé par voie amiable, relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulouse.

Annexe : programme prévisionnel technique et financier 2015

***Convention établie en 3 exemplaires originaux,
A Toulouse, le/...../.....,***

Pour la Ville de Toulouse, Pour la CCI de Toulouse, Pour la CMA,

**Jean-Luc MOUDENC
Maire Président**

**Alain DI CRESCENZO
Président**

**Louis BESNIER
Président**